

Projet de sélection et d'amélioration variétale du riz Mettre à la disposition des paysans des semences de qualité



Les partenaires coréens et les responsables de l'IRT, lors de la visite.



Sujin Song, 2e secrétaire de l'ambassade de Corée au Gabon, suivant les explications de la partie gabonaise.

Willy NDONG
Libreville/Gabon

La mise en place de ce programme de sélection et d'amélioration variétale du riz, piloté par le Cenarest, et soutenu par la Corée du Sud et le ministère de l'Agriculture, permettra de produire de la semence de cette céréale, afin de relancer et dynamiser la filière dans notre pays.

LE 19 décembre 2018, une équipe de l'Institut de recherches technologiques (IRT) de Libreville, conduite par son directeur, Pr Jacques Mavoungou, était à Bizango-Bibere pour évaluer, à mi-parcours, les activités du Projet de sélection et d'amélioration variétale du riz, financé par la Korea Africa food and agriculture cooperation initiative (Kafaci). Au cours de cette visite de terrain, le Pr Mavoungou

était accompagné de Yonnelle Dea Moukoumbi, coordonnateur dudit projet, et le deuxième secrétaire de l'ambassade de Corée du Sud au Gabon Sujin Song. Tout au long de cette inspection, le constat fait est que plusieurs parcelles de riz ont été cultivées suivant divers protocoles qui permettent de tester plusieurs paramètres. A savoir : la tolérance de différentes lignées de riz à la pyriculariose foliaire (maladie du riz), la compétitivité vis-à-vis de la mauvaise herbe et le rendement potentiel des essais préliminaires. Selon les responsables de l'IRT, l'évaluation de tous ces paramètres permettra de sélectionner les lignées à fort potentiel de rendement qui s'adaptent le mieux aux conditions climatiques de notre pays. Au terme de la tournée, Sujin Song s'est dit satisfait du travail effectué. « Je ne suis pas expert en la matière pour dire que le Gabon



Une vue des plants de riz en test pour ne retenir que les meilleurs.

est une terre de culture du riz mais, j'ai grand espoir qu'il y a de bonnes choses qui vont sortir de là », a-t-il fait savoir. Pour Yonnelle Dea Moukoumbi, « ce projet s'inscrit dans le cadre de la relance de la riziculture dans notre pays, conformément au Plan de relance économique initié par les plus hautes autorités du pays. Il est donc question de mettre à disposition des paysans des semences certi-

fiées à partir du matériel qui sera développé dans le cadre du projet. Nous allons travailler de façon concertée avec les collègues du ministère de l'Agriculture, pour organiser les sessions de formations en faveur des producteurs, et autres acteurs de la filière riz, afin de renforcer les capacités.» À terme, l'IRT ciblera les meilleures variétés et les mettra, via le ministère de l'Agriculture, à la disposition des programmes

comme Graine et des paysans pour relancer le secteur rizicole. Selon les responsables de l'IRT, l'obtention du projet riz Kafaci, organisme intergouvernemental coréen qui soutient de nombreux projets de développement de la Corée du Sud, est une réelle opportunité pour tester les lignées à fort potentiel de rendement résistantes ou tolérantes aux principales contraintes pédo-climatiques du Gabon.

Brèves

Côte d'Ivoire : Le prix garanti bord champ du café fixé à 700 francs/kg en 2018/2019

En Côte d'Ivoire, le kilogramme de café coûtera 700 FCFA durant la campagne 2018/2019, a annoncé l'exécutif dans un communiqué publié au terme d'un Conseil des ministres qui s'est tenu hier. Ce tarif, s'il marque une baisse de 50 FCFA par rapport au barème précédent, représente toutefois 79 % du prix CAF (Coût, assurance et fret) contre 65,53 %, un an plus tôt. S'agissant du bilan de la saison 2017/2018, entamée le 20 décembre dernier, le gouvernement indique que les réceptions de café tout venant ont totalisé un volume de 123 924 tonnes au 9 décembre 2018, soit un bond de 305,3% par rapport à 2016/2017.

Kenya : Une usine de transformation de pomme de terre à Shamata

Le comté de Nyandarua a affecté 400 millions de shillings (environ 2,5 milliards de francs) à la construction d'une usine de transformation de pomme de terre dans la circonscription de Shamata, rapporte Business Daily Africa. Selon Francis Kimemia gouverneur dudit comté, le projet, fruit de la collaboration entre les autorités locales et le gouvernement central, devrait débuter en janvier prochain et s'achever en mai. Il devrait permettre d'accroître le revenu des exploitants d'environ 40% et réduire l'influence des intermédiaires dans la chaîne de valeur du produit. Afin d'aider les producteurs à tirer le meilleur parti du projet, M. Kimemia indique que les autorités du comté ont lancé plusieurs initiatives visant à fédérer les acteurs pour la réalisation de livraisons groupées et les sensibiliser sur les bonnes pratiques culturales.

Maroc : La production d'agrumes atteindra un niveau record en 2018/2019

Au Maroc, la récolte d'agrumes devrait s'élever à 2,6 millions de tonnes en 2018/2019, soit 18% de plus que la saison précédente. C'est ce que prévoit le Département américain pour l'agriculture (USDA) dans un rapport annuel publié sur la filière. Cette embellie tient, d'après l'institution, à des conditions météorologiques favorables et à un accroissement de la superficie agrumicole. Dans le détail, l'USDA indique que la production de mandarine devrait croître de 14% à 1,35 million de tonnes tandis que celle d'orange est prévue pour atteindre 1,2 million de tonnes (+12%). Pour sa part, la catégorie citron verra une hausse de 25% de son volume à 45 000 tonnes.

Rassemblées par W.N.

Conseil d'administration ordinaire du Conseil national de l'eau et de l'électricité (CNEE)

Comment entretenir l'éclairage public dans le pays ?

W.N.
Libreville/Gabon

LES administrateurs du Conseil national de l'eau et de l'électricité se sont retrouvés à Libreville, le mercredi 19 décembre 2018, pour faire le bilan de l'année 2018, et fixer les perspectives, notamment le budget de l'exercice 2019.

« Nous avons constaté que toutes les actions prescrites n'ont pas été menées à leur terme, en raison des contingences économiques. Mais la direction générale s'emploie à pallier les difficultés constatées. Pour 2019, nous espérons que ces difficultés seront derrière nous, afin que le plan d'actions de la direction générale soit exécuté conformément aux instructions de la hiérarchie d'une part, et du Conseil d'administration d'autre part », a indiqué M.



Les membres du conseil d'administration du CNEE autour de la table.

Ngavoura, PCA du CNEE, au sortir des travaux. En 2018, une feuille de route avait défini les actions à mener. Malheureusement, nombre d'entre elles n'ont pas été à leur terme. Pour 2019, il est question de faire l'état des lieux de tous les réseaux d'éclairage public gérés par le CNEE dans le pays, a fait savoir Patrick Inguila, directeur général du CNEE « Ce tour du pays vaudra

état des lieux, en même temps qu'il vaudra réhabilitation de l'existant, afin de permettre aux autorités locales qui gèrent avec nous ces installations d'éclairage public, de pérenniser leur fonctionnement », a-t-il poursuivi. Pour y parvenir, M. Inguila pense que cette collaboration avec lesdites autorités locales doit évoluer : « Par le passé, leur implication n'était pas totale. Nous vou-

lons désormais que leur responsabilité soit de mise, afin d'être alertés à temps dès que survient un problème sur le réseau dont ils ont la charge.»

S'agissant des perspectives, les administrateurs ont également évoqué la réhabilitation des mâts de grandes hauteurs dans les grands carrefours, pour non seulement éclairer, mais aussi apporter un mo-

bilier urbain qui donne de la couleur à la ville.

"Au rond point du PK 12, nous envisageons de planter un mât. Au niveau des Affaires étrangères, il faut déposer celui qui est là pour en planter un autre. Nous allons également poursuivre en étendant l'éclairage solaire déjà entamé. Ajouté à tout ceci, le quotidien avec l'entretien courant sur les grands axes : Bord de mer, Boulevard triomphal, Voie Express. Nous allons nous atteler à ce que l'on ne déplore pas de zone noire", a promis Patrick Inguila.

Au-delà, il sera aussi question de segmenter en 2019 le Gabon en 4 zones, à partir desquelles seront mis en place des partenariats avec les Petites et moyennes entreprises (PME) qui pourraient aider à entretenir l'éclairage public dans le pays.